

## **L'ALGERIE ET LES CRISES REGIONALES: ENTRE VELLEITES HEGEMONIQUES ET REPLI SUR SOI**

Laurence Aïda Ammour<sup>1</sup>

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, Bruxelles

Lorsque l'Algérie aux prises avec sa violence interne (1991-2000), se retrouve marginalisée sur la scène internationale, sa diplomatie de leadership, notamment au Sahel, en est profondément affectée. Cherchant à restaurer l'image internationale de son pays, le président Abdelaziz Bouteflika, élu en 1999, réussit à relancer une politique de médiation et d'intégration sur le continent africain (accord Erythrée-Ethiopie en 2000, projet NEPAD en 2001, accords d'Alger sur la question touarègue en 2006), sans pour autant réussir à renouer avec l'âge d'or antérieur.

De manière inattendue, c'est la problématique sécuritaire née des attentats du 11 septembre 2001 qui va offrir au pouvoir algérien une nouvelle légitimité par l'extérieur, et lui permettre de faire de sa politique étrangère une nouvelle source de légitimité de sa politique intérieure. En adhérant à la « Global War On Terrorism » américaine (GWOT), Alger va pouvoir développer le volet sécuritaire de sa diplomatie régionale et asseoir son hégémonie d'acteur-pivot au Sahara et au Sahel.

Sur le plan intérieur, la «réconciliation nationale» voulue par le président algérien avait permis de renforcer partiellement l'ascendant des militaires et leur primauté dans la politique sécuritaire. La « Rahma » (le pardon) avait ainsi assuré l'immunité d'une grande partie des forces de sécurité et du corps des officiers contre toute poursuite judiciaire pour les exactions commises durant la guerre civile, ainsi que celle de certains islamistes violents qui ont depuis lors repris les armes<sup>2</sup>.

Ce potentiel politique est considérablement consolidé lorsque les États-Unis donnent leur blanc-seing au régime, l'adhésion à la GWOT servant de levier à la réhabilitation morale et capacitaire de l'armée et à la restauration diplomatique de l'Algérie. Cette démarche illustre la volonté des autorités algériennes de s'intégrer fortement dans la nouvelle dynamique et le système sécuritaire Nord-Sud<sup>3</sup> des années 2000. L'effet a été indubitablement béné-

---

<sup>1</sup>. Chercheuse associée au programme «Les Afriques dans le monde» de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, et consultante en sécurité internationale et défense pour Géopolisudconsultance ([www.geopolisudconsult.com](http://www.geopolisudconsult.com))

<sup>2</sup>. Le référendum sur la «Charte pour la Paix et la réconciliation nationale» (14 août 2005) avait été précédé par la «concorde civile» adoptée par référendum le 16 septembre 1999. La Charte accorde des exonérations de peine, des mises sous probations ou des atténuations de peine aux «personnes impliquées et ayant été impliquées dans des actions de terrorisme ou de subversion qui expriment leur volonté de cesser, en toute conscience, leurs activités criminelles» (article 1er). En 2000, la concorde civile était étendue aux combattants de l'Armée islamique du Salut (AIS) dont la plupart a bénéficié d'une «grâce amnistiante» par un décret législatif du 10 janvier 2000 : « (...)des dépassements d'agents de l'État durant les dix ans de conflit sont officiellement reconnus par les plus hautes autorités, il semble donc logique que l'amnistie générale vise également à blanchir ces agents ». Au final, la concorde civile n'a convaincu qu'une petite partie des extrémistes violents de rendre les armes. Les attaques-suicide d'avril 2007 contre le Palais du gouvernement et celles de décembre 2007 contre le siège des Nations unies à Alger, ont été perpétrées par deux hommes officiellement amnistiés. Voir AMMOUR, Laurence Aïda, « The Legislative Environment of the Algerian Civil Society », in MOYO, Bhekinkosi (dir.), *Governing the Public Sphere: Civil Society Regulation in North Africa*, Vol. II, Trustafrica (Dakar), à paraître en mars 2013.

<sup>3</sup>. L'Algérie a rejoint le Dialogue méditerranéen de l'OTAN en 2000 et participe à l'initiative américaine dite Pan-Sahel Initiative (2002) devenue par la suite Transsharan Counter-Terrorism Initiative. L'Algérie adhère également au Forum mondial de lutte anti-terroriste (Global Counter-Terrorism Forum) lancé à New York en septembre 2011. Les 16 et 17 novembre 2011, Alger a organisé un groupe de travail régional sur le renforcement des capacités au Sahel. Les 18 et 19 avril 2012 s'est tenue à Alger une réunion consacrée à la problématique du paiement des rançons aux groupes terro-

fique pour Alger qui est dès lors devenu un nouveau partenaire pour Washington dans la région, induisant une perception américaine nouvelle de l'Algérie. Alger peut alors jouer le rôle de «proxy state» dans le Sahara et au Sahel<sup>4</sup>. Les deux pays instaurent ainsi des relations essentiellement marquées par une préoccupation sécuritaire, dont les principes, les modalités et les stratégies formulés et établis par Washington sont adoptés par Alger en conformité avec les intérêts de l'*establishment* sécuritaire, spécialement ceux du Département du Renseignement et de la Sécurité (DRS).

La culture politique nationaliste et militaire des dirigeants algériens forgée durant la guerre de libération nationale imprime sa marque aussi bien en politique intérieure qu'en politique extérieure, toutes deux intrinsèquement liées. En effet, les militaires algériens, héritiers de la lutte anti-coloniale sont très fortement imprégnés de la culture nationaliste impliquant une vision centralisatrice de l'État, et une conscience aiguë de la souveraineté territoriale. C'est pourquoi la diplomatie actuelle reste une diplomatie maquisarde: le goût pour le secret est ainsi partie intégrante de la culture politique des dirigeants algériens, qu'ils soient civils ou militaires. Il a été renforcé par le fait que beaucoup d'officiers ont été formés à l'école du KGB, les services de renseignement soviétiques. À ce titre, l'utilisation encore aujourd'hui de noms de guerre est emblématique de cette culture de la clandestinité<sup>5</sup>.

Les dispositifs militaires mis en place par l'Algérie sont indicatifs de sa volonté de puissance au niveau régional et des inquiétudes du gouvernement d'être en perte de vitesse dans une course aux armements avec le Maroc. Ils révèlent l'aspect le plus significatif des moyens de souveraineté dont l'État se dote pour asseoir ses prétentions. Ce dispositif et son incarnation territoriale se traduisent par une augmentation considérable des dépenses militaires depuis les années 2000. Alger consacre près de 4% de son produit intérieur brut (PIB) aux dépenses militaires. Selon le *SIPRI Yearbook 2011*, après plusieurs années d'accroissements successifs, le budget militaire algérien a connu une augmentation de 44% en 2011 (par rapport à 2010) avec 1,9 milliards d'euros de dépenses (2,5 milliards USD), dépassant ainsi l'Afrique du Sud sur le continent africain<sup>6</sup>.

#### *Un décalage toujours plus grand entre les discours et l'action*

Au nord, malgré les indéniables succès enregistrés en 2012 contre les émirs des *katibas* (brigades combattantes) de Kabylie et de l'Algérois<sup>7</sup>, le niveau de violence reste élevé: 1 234 attaques et attentats depuis 2001 (y compris

---

ristes contre libération d'otages, et en juin 2012, à Istanbul, l'Algérie a co-présidé avec le Canada la réunion du Groupe de Travail sur le Sahel au niveau ministériel.

<sup>4</sup>. En décembre 2009, l'Algérie a autorisé des avions américains à survoler son territoire pour y effectuer des reconnaissances de la zone frontalière avec le Mali et la Mauritanie, notamment dans la région de Tindouf. Le resserrement des liens avec Washington s'est également traduit, sur le plan politique, par la multiplication des visites d'officiels américains à Alger, et l'invitation régulière des ministres algériens et du président Abdelaziz Bouteflika à la Maison Blanche. Sur le plan sécuritaire, cela s'est traduit par l'accroissement du nombre des manœuvres et initiatives communes, l'ouverture d'une antenne du FBI à Alger, la formation d'officiers de l'Armée nationale populaire algérienne (ANP) aux États-Unis, et une série de missions d'information mutuelles entre officiers supérieurs du DRS et leurs homologues américains.

<sup>5</sup>. Mohamed Médiène, alias Tewfiq (chef du DRS), Othman Tartag, alias Bachir (chef du département de la sécurité intérieure), Abdelkader Messahel alias Daddy (ministre délégué aux affaires maghrébines et africaines). Kasdi Merbah (premier chef de la Sécurité militaire) s'appelait en réalité Abdallah Khalef, et le véritable nom du président Houari Boumédiène était Mohamed Boukharrouba. Même Abdelaziz Bouteflika affecté en 1960 aux frontières méridionales du pays pour commander le «front du Mali» se faisait appeler Abdelkader el-Mali (le Malien) ; surnom qui a ressurgi dans la presse algérienne depuis la crise au nord-Mali.

<sup>6</sup>. Les données du SIPRI ne tiennent pas compte d'une commande de 2.2 milliards d'euros passée à l'Allemagne pour la livraison de corvettes.

<sup>7</sup>. Au moins une soixantaine de terroristes a été éliminée par les forces de sécurité dans les maquis de la Wilaya de Boumerdès.

l'attentat suicide contre l'Académie militaire de Cherchell en août 2011, causant la mort de 18 officiers), contre 9 au Maroc, 7 en Libye, 27 en Mauritanie, 38 au Niger et 54 au Mali<sup>8</sup>. La persistance de ce terrorisme dit « résiduel » suscite pourtant de nombreuses critiques dans le pays sur la capacité des forces de sécurité à en venir à bout. Des doutes quant au rôle des militaires dans cette violence sont régulièrement exprimés par les associations de plaidoyers et les citoyens, qui ne sont pas sans rappeler les suspicions sur l'implication de l'armée dans les exactions contre les civils durant les « années noires ».

Au sud, la politique algérienne d'endigement du terrorisme consistant à repousser au-delà de ses frontières méridionales l'ex-GSPC, a eu pour conséquence la recrudescence des attaques et des enlèvements en Mauritanie et l'implantation de Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) et d'autres groupes radicaux non-algériens au nord-Mali: le Mouvement pour l'Unité du Djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), Ansar al-Charia, et d'autres cellules plus récentes<sup>9</sup>. Malgré cette stratégie de refoulement qui escomptait se débarrasser de l'islamisme violent dans une zone considérée comme stratégique (puisqu'elle abrite les principaux gisements de gaz et de pétrole du pays), l'Algérie peine à sécuriser la portion saharienne de son territoire.

Les récents attentats contre des cibles aussi bien militaires que diplomatiques et industrielles, en sont une illustration flagrante: à Tamanrasset (30 juin 2010 et mars 2012), démontrant une forte capacité opérationnelle des terroristes dans une zone hautement militarisée puisqu'elle est le siège de la 6<sup>ème</sup> région militaire; à Ouargla (juin 2012), siège de la 4<sup>ème</sup> région militaire; à Gao avec l'enlèvement le 5 avril 2012 de sept diplomates algériens et l'assassinat de l'un d'eux en septembre 2012 par le MUJAO; et enfin, le 16 janvier 2013 à In Amenas avec la prise d'otages sur le site gazier de Tiguentourine.

Alger n'avait eu de cesse de poursuivre son activisme à travers une série d'initiatives visant à centraliser la « lutte contre la terreur » au Sahara et au Sahel:

- la mise en place, à Tamanrasset, en avril 2010, du Comité d'État-major Militaire Opérationnel Conjoint (CEMOC) excluant le Maroc et incluant les « pays du champ » (Mali, Mauritanie et Niger), censé mettre en œuvre un nouveau plan de sécurité régionale. La mesure phare consistait en la création d'unités combattantes composées de 5.000 Touareg dont les effectifs auraient dû tripler en 2011 (de 25 000 à 75 000), mais elle ne s'est jamais concrétisée.

---

<sup>8</sup>. Le Département d'État a récemment déconseillé aux ressortissants américains de se rendre en Algérie. Selon le *2011 Terrorism Risk Index* de British Maplecroft, l'Algérie est classée dans les pays à « risque extrême » au même titre que la Colombie et la Somalie. Pour plus de détails sur le nombre d'attentats, voir ALEXANDER, Yonah, *Terrorism in North Africa & the Sahel in 2012: Global Reach & Implications*, Inter-University Center for Terrorism Studies, The Potomac Institute for Policy Studies, Arlington, February 2013. Voir aussi LEBOVICH, Andrew, «AQIM returns in force in Northern Algeria», *CTC Sentinel*, vol. 4, Issue 9, 26 septembre 2011.

<sup>9</sup>. Le Jamaat Tawhid wa'l-Jihad fi Gharbi Afriqiya né en décembre 2011 d'une scission au sein de AQMI, a émergé publiquement après l'enlèvement, en octobre 2011, de trois humanitaires européens dans le camp sahraoui de Rabouni près de Tindouf (Algérie). Il est dirigé par le Mauritanien, Hamada Ould Mouhammad Kheirou (alias Abou Qoumqoum).

Ansar al-Charia a été créé le 9 décembre 2012 à Gao, et la plupart de ses leaders, originaires de la tribu Bérabiche de Tombouctou, est proche du porte-parole de Ansar Eddine, Sanad Ould Bouamama.

Le 28 novembre 2012, AQMI annonçait la création de la brigade Youssef Ibn Tachfin, composée principalement de Touareg résidant au nord-Mali et dirigée par El Kairouani Abou Abdelhamid al Kidali, un Touareg local membre de la brigade al-Ansar (dirigée par Abdelkarim al-Targui, cousin de Iyad ag-Ghaly).

Cette nouvelle distribution ethnique est destinée à apaiser le ressentiment des non-Algériens qui s'étaient vus écartés des postes de commandement.

- la mise en place, à Alger, en octobre 2010, de l'Unité de Fusion et de Liaison (UFL), coalition des services de renseignements de sept pays (Algérie, Mali, Mauritanie, Niger, Libye, Burkina Faso et Tchad, rejoints par le Nigéria fin 2011), chargée d'analyser les renseignements sécuritaires concernant la région.

Ces deux entités se sont avérées impuissantes à aplanir les dissensions entre États-membres, à enrayer l'aggravation de l'insécurité, à stopper la prolifération des armes et des cellules djihadistes et à mener des actions conjointes au Sahara et au Sahel. Seules les offensives opérationnelles menées par Nouakchott en 2010 et 2011 ont réussi à contenir les groupes djihadistes loin des frontières mauritaniennes et à leur infliger quelques défaites au nord-Mali dans la zone de Wagadou.

La doctrine stratégique d'Alger est aussi un élément central de sa posture militaire: elle interdit à l'Armée Nationale Populaire (ANP) de prendre part à toute action militaire en dehors du territoire national. Alger a toujours invoqué ce principe pour justifier que ses forces armées ne soient jamais intervenues au Mali afin d'éradiquer AQMI, même lorsqu'elle y était fortement invitée par ses voisins sahéliens (le Niger notamment), et alors que le CEMOC avait précisément pour objectif de légaliser toute opération sur le sol des pays voisins. Pour autant, le principe de non-intervention peut s'accompagner d'interventions discrètes comme lorsque, le 20 décembre 2011, cinq jours avant qu'un Touareg malien du nom de Iyad ag-Ghaly n'annonce l'établissement d'un nouveau groupe islamiste appelé Ansar Eddine dans le Nord-Mali, les forces armées algériennes avaient franchi la frontière malienne pour officiellement entraîner des militaires maliens dans la région de Kidal. Puis, alors que le conflit était sur le point d'éclater, les instructeurs algériens se sont retirés du pays.

Par ailleurs, la réalité du terrain contredit les affirmations du pouvoir algérien sur sa supériorité militaire et technique, l'ancienneté de son savoir-faire, son expérience opérationnelle et dans le renseignement anti-terroriste.

Plusieurs raisons à cela:

- Les tensions récurrentes au cœur même de l'État algérien entre factions civilo-militaires adverses, bloquent non seulement toute possibilité de renouvellement diplomatique mais restreignent considérablement la mise en œuvre d'une politique d'intégration régionale.

- En présence d'un pays motivé par une dynamique hégémonique comme l'est l'Algérie, qui a une appréhension de son territoire en forme de projection au-delà de ses frontières politiques, le pourtour saharien a la fonction d'arrière-cour, de lieu plus ou moins privilégié de l'exercice de sa politique étrangère. Du coup, l'inégalité des partenaires en présence contraint les pays du Sahel à exploiter les rivalités entre les puissances du Nord (Algérie-Maroc, Algérie-Libye) et à en jouer dans le but de s'opposer à leurs prétentions contradictoires, divergentes et concurrentes. Avec pour résultat des alliances à géométrie variable, avec ou sans l'Algérie, selon la conjoncture et les intérêts circonstanciels de chacun des États.

- Avec des capacités militaires supérieures aux États sahéliens, en termes d'effectifs notamment<sup>10</sup>, l'Algérie cherche à persuader ses voisins méridionaux de la justesse de sa stratégie et à dicter les règles et les temps d'engagement. En exhortant les autres États à se conformer à leur définition des menaces, à adhérer à l'évaluation et donc à la hiérarchisation qu'ils en font, les décideurs algériens agglomèrent ces espaces dans leur propre logique sécuritaire, tout en excluant toute autre intelligence de la situation.

- En conséquence, la méfiance des capitales saharo-sahéliennes et maghrébines envers Alger compromet la coopération régionale. Les soupçons qui pèsent sur le rôle joué par le DRS dans l'infiltration des Groupes Islamistes

---

<sup>10</sup>. L'armée algérienne compte près de 147 000 hommes dont environ 80 000 conscrits et 150 000 réservistes. L'armée de terre compte 127 000 hommes, contre 14 000 pour les forces aériennes et 6 000 pour les forces navales. On estime à 187 000 hommes les forces paramilitaires. À ces effectifs, il faut ajouter la Garde Républicaine (1 200 hommes), la Gendarmerie Nationale (20 000 hommes) et les Forces de Sécurité Nationale (16 000 hommes). Les corps créés durant la guerre civile, Groupes de légitime défense (dits Patriotes) et Gardes communaux, sont estimés au total à 150 000 civils.

Armés (GIA) et du Groupe Salafiste de Prédication et de Combat (GSPC) et dans l'exportation du terrorisme algérien sur leurs territoires ne sont pas étrangers à cette défiance. Le président malien avait directement accusé son homologue algérien de ne pas contrôler ses services de sécurité et de les laisser mener leur propre jeu au Sahel en attisant les tensions, en particulier à travers la rébellion touarègue. Tout comme Bamako, Nouakchott renvoie la responsabilité de l'aggravation de l'insécurité à l'incapacité du gouvernement algérien à vaincre les maquis islamistes sur son propre sol, et à contaminer le Sahel en repoussant les djihadistes algériens vers le sud.

Il faut ajouter à cela, l'inflexibilité algérienne sur la question du Sahara occidental. L'enjeu politique que représente ce territoire est aggravé par un enjeu sécuritaire lié à l'implication de membres du Front Polisario<sup>11</sup> dans le trafic d'armes, de drogues et les enlèvements, et à la transformation des camps de réfugiés de Tindouf en lieux de recrutement pour AQMI, le MUJAO, et d'autres groupes criminels. Plusieurs faits l'attestent: l'arrestation au Mali et en Mauritanie en décembre 2010 de plusieurs cadres dirigeants du Polisario impliqués dans l'un des plus gros réseaux de trafic de drogue, le démantèlement en janvier 2011 d'une cellule terroriste de 27 personnes ou encore la découverte de caches d'armes de fabrication russe par les services de sécurité marocains près de Amgala, dans la «zone-tampon»<sup>12</sup>. L'enlèvement de trois humanitaires européens à Rabouni (Tindouf) en octobre 2011 par le MUJAO, suggère également l'existence de complicités internes au camp. Ce dernier épisode est d'autant plus significatif qu'il révèle également une brèche dans la surveillance de cette zone dont la responsabilité incombe officiellement à la fois au Polisario et à l'armée algérienne. Du point de vue diplomatique, ces faits placent le gouvernement algérien dans une position pour le moins inconfortable, en particulier les services de sécurité militaire qui verrouillent le dossier du Sahara occidental depuis les années 1990<sup>13</sup>.

Enfin, l'un des sous-lieutenants de Mokhtar Belmokhtar tué lors de la contre-offensive militaire sur le site gazier de Tinguetourine, l'Algérien Mohamed Lamine Bencheneb alias Tahar, (lié au rapt du wali d'Illizi en janvier 2012) serait lié au Polisario par l'intermédiaire de son Mouvement des fils du Sahara pour la justice islamique ou MFSJI (Harakat abnaâ al djanoub lil adala al-islamiya).<sup>14</sup> La reconquête de Gao par les troupes françaises et tcha-

---

<sup>11</sup>. Créé en 1973, le Front Polisario (*Frente Popular de Liberación de Saguía el Hamra y Río de Oro*), avait pour objectif de mettre fin à l'occupation espagnole du Sahara occidental pour fonder un État indépendant, la République Arabe Sahraouie démocratique (RASD). Bien que reconnue par plusieurs États africains, elle n'a jamais eu d'existence souveraine puisqu'elle est intégrée aux « provinces du Sud » du Maroc. Le Front Polisario est soutenu politiquement, financièrement et militairement depuis 40 ans par l'Algérie. Avec Alger il administre les camps de réfugiés Sahraouis situés dans la région de Tindouf (Algérie). De plus en plus critiqué dans les camps, il est l'objet d'une contestation croissante de la jeunesse qui accuse ses dirigeants d'être corrompus et d'abandonner les réfugiés à leur propre sort. Une scission interne en 2004 lui a ôté le monopole de représentativité, et de nombreux notables Sahraouis ont quitté les camps pour rejoindre le Maroc ou le nord de la Mauritanie. Voir Laurence Aïda Ammour, « A qui profite le gel du conflit du Sahara occidental? », *Research Paper* no. 30, Collège de Défense de l'OTAN, Rome, novembre 2006.

<sup>12</sup>. En 2007, le DRS avait déjà été confronté à la disparition d'un lot d'armes fourni par Alger au Front Polisario. En janvier 2010, le DRS avait arrêté Sidi Mohamed Mahjoub, imam du Polisario, et saisi 20kg d'explosifs à son domicile ainsi que sa correspondance avec l'émir algérien des maquis de Kabylie, Abdelmalek Droukdel. En octobre 2010, l'imam était de retour chez lui.

<sup>13</sup>. Consciente du préjudice grandissant que l'implication du Polisario dans les activités criminelles pouvait lui infliger, l'Algérie a décidé de mener une purge en son sein. Le ministre de la défense du Front, Mohamed Lamine Ould Bouhali, un Algérien qui occupait cette fonction depuis le début des années 1980, a été limogé en raison de son implication présumée dans le trafic de drogue et les enlèvements. Dans une interview au journal espagnol *ABC*, Bouhali avait reconnu qu'une trentaine de personnes présentes dans les camps de Tindouf avait des liens avec AQMI et le MUJAO. En 1982, Bouhali avait détourné des armes légères offertes par l'Algérie au Polisario, pour les remettre aux rebelles Touareg algériens. Voir De Vega, Luis, «El Polisario reconoce que hay Saharais alistados en Al Qaida del Maghreb». *ABC*, 11 août 2012.

<sup>14</sup> Originaire de Ouargla, il s'était fait connaître en juillet 2007 en tant que chef de ce nouveau Mouvement, responsable de plusieurs opérations à Djanet (sud-est algérien), notamment l'attaque de l'aéroport en 2009. Il avait auparavant dirigé le Mouvement de défense des Jeunes Sahariens dont l'objectif était l'accession des jeunes de la région aux emplois dans les filiales Sonatrach implantées dans les zones désertiques qui recrutaient exclusivement

diennes en février 2013 a également mis à jour la présence de membres du Front Polisario aux côtés du chef sahélien d'AQMI<sup>15</sup>, Abdelhamid Abou Zeid, dont la mort n'a pas été encore confirmée à l'heure où nous écrivons.

### *L'opacité d'une diplomatie régionale toujours plus incertaine*

Les autorités algériennes ont été littéralement pétrifiées par le contexte inédit de grande volatilité issu du « printemps arabe ». Au moment où le nord du Mali était en pleine sécession et la Libye en pleine fragmentation, l'Algérie donnait le sentiment de ne pas vouloir assumer les responsabilités que son statut hégémonique exigeait. Refusant toute stratégie conjointe, comme l'atteste sa position dans la crise malienne, elle est frappée du même syndrome de l'encerclement si caractéristique de sa diplomatie des années 1970.

Derrière ce refus, il y a pourtant paradoxalement la volonté de demeurer le pays-clé dans les affaires de sécurité régionale, tout en menant une diplomatie régionale exclusive, jugée illisible pour nombre d'observateurs et de dirigeants de la région.

Partisane depuis toujours des solutions politiques, l'Algérie fait tout pour circonscrire son action en vase clos, dans une solution centralisée et négociée par elle, bannissant toute concertation multilatérale. Ce positionnement permet d'occulter les luttes internes au sommet du pouvoir qui freinent sa capacité d'action et affaiblissent son *leadership* régional. En d'autres termes, l'absence d'engagement actuel pourrait bien être le résultat de positionnements contradictoires et d'intérêts divergents au cœur même du régime, symptomatiques de la multiplicité des lieux de pouvoirs et de l'opacité des processus de décision.

Aujourd'hui, trois grands révélateurs du reflux de l'hégémonie algérienne peuvent être identifiés.

#### **1. La surprise stratégique du « printemps arabe »**

Les soulèvements populaires en Tunisie, en Libye et en Égypte ont été un facteur évident de désorientation de la politique extérieure algérienne. L'instabilité libyenne a placé le voisin algérien face à une série d'incertitudes et de nouvelles menaces, et a paralysé le gouvernement qui redoutait à la fois une contagion de la contestation populaire et l'effondrement du régime dans un pays secoué depuis plusieurs années par des mouvements sociaux chroniques (10 000 en 2011 selon les chiffres mêmes du Ministère de l'Intérieur). L'immobilisme du pouvoir algérien et son ambiguïté vis-à-vis du soulèvement populaire en Libye l'ont conduit à ne reconnaître que tardivement le Conseil National de Transition libyen, isolant toujours plus le pays au plan régional et montrant que les bouleversements en cours l'avaient pris au dépourvu. Il mettait en évidence la constance de sa matrice culturelle: le président Abdelaziz Bouteflika appartient après tout à la même génération de combat politique que le colonel Mouammar Kadhafi, ce qui explique l'envoi par Alger de matériel militaire et de mercenaires pour le soutenir en 2011.

La vulnérabilité du régime est également apparue dans le recours systématique à la rhétorique nationaliste, laquelle puise ses arguments dans l'«exceptionnalisme» algérien, en en faisant sa marque de fabrique, et répète à

---

dans le nord du pays. En octobre 2011, le MFSJI avait signé un cessez-le-feu avec le gouvernement algérien, mais l'arrestation de certains de ses militants avait mis fin à cet accord. Du coup, l'organisation avait décidé de reprendre ses activités et quelques uns de ses combattants avaient même rejoint la brigade Tarik Ibn Ziyad dirigée par Abdelhamid Abou Zeid. Ce dernier et Mokhtar Belmokhtar avaient alors décidé d'équiper le MFSJI en armes et en explosifs et à assurer l'entraînement de nouvelles recrues pour l'exécution d'attentats terroristes en Algérie, afin de pousser l'État algérien à des négociations sur certaines revendications, dont «la séparation du sud algérien pour l'instauration d'un nouvel État». En septembre 2012, Bencheneb avait proclamé son soutien au MUJAO, auteur, quelques mois plus tôt, de l'enlèvement de sept diplomates algériens à Gao.

<sup>15</sup> En octobre 2012, les services de renseignement français avaient déjà établi l'arrivée à Tombouctou et à Gao de plusieurs détachements d'hommes parlant Hassaniya, la langue des Maures et des Sahraouis. Voir « Mali : Polisario Connection », *Jeune Afrique*, 8 novembre 2012.

l'envi les différences qui fondent l'Algérie par rapport à ses voisins. La campagne électorale pour le scrutin législatif de mai 2012 a été ponctuée de slogans tels que « l'Algérie est notre printemps », « nous n'avons de leçons à recevoir de personne » martelés par le premier ministre de l'époque, Ahmed Ouyahia. Décrivant le printemps arabe comme « une plaie » et les révolutions arabes comme « l'œuvre du Sionisme et de l'OTAN », il n'a eu de cesse de faire référence au 1<sup>er</sup> novembre 1954 comme creuset de l'identité révolutionnaire de l'Algérie. Ce discours démontre à quel point les autorités sont mal à l'aise avec les changements en cours, et combien les élites sont éloignées des réalités quotidiennes de leurs concitoyens.

Plus tard, à la faveur de la crise malienne, mettant en garde la population contre les pressions étrangères (France, États-Unis, Qatar, CEDEAO), le nouveau premier ministre, Abdelmalek Sellal, appelait à « former un front interne fort pour protéger le pays de mains malveillantes »<sup>16</sup>. Des appels à l'unité étaient aussi lancés par le président Bouteflika lui-même en mai 2012: « Les jeunes vont devoir affronter les ennemis du pays et les protagonistes de la *Fitna*<sup>17</sup> qui tentent de nous diviser et de soutenir une intervention étrangère »<sup>18</sup>. Cette idéologie du complot trouve sa source dans la peur d'une amputation territoriale liée aux crises libyenne et sahélienne. Le recours systématique à la rhétorique de l'unité nationale témoigne de la fragilité interne du régime mais également de sa faiblesse régionale. En brandissant la menace d'une dislocation de la Nation, le pouvoir algérien démontre qu'il n'a aucune prise sur l'environnement et les dynamiques régionales.

## 2. La crise malienne

Une fois le coup d'État militaire de mars 2012 à Bamako condamné, le gouvernement algérien est resté étrangement silencieux pendant plusieurs mois, hormis quelques déclarations sporadiques sur l'aggravation de l'instabilité au Mali. Certains analystes algériens ont même parlé de « neutralité positive ». Cet attentisme peut s'expliquer par des raisons d'ordre interne: les élections législatives du 10 mai 2012 et la compétition entre élites rivales pour la présidence à pourvoir en 2014.

C'est seulement en juin 2012 que les autorités ont fait clairement état de leur préférence pour une « solution politique par le dialogue », et engagé un mois plus tard des négociations avec deux des groupes de l'extrémisme violent: Ansar Eddine et le MUJAO, ainsi qu'avec le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA) qui s'est presque aussitôt retiré des pourparlers et a refusé la médiation d'Alger.

Opposée à toute intervention militaire étrangère dans la région, l'Algérie craint une installation durable de troupes occidentales, en particulier françaises, au Sahel. Elle avait bien essayé de créer un « front du refus », en envoyant Abdelkader Messahel, son ministre algérien délégué aux Affaires maghrébines et africaines, en tournée en octobre 2012 pour rallier à sa cause la Mauritanie (déjà hostile à toute intervention militaire), le Niger et le Mali.

Grâce à Alger, le *leader* de Ansar Eddine, Iyad ag-Ghaly, est devenu un interlocuteur incontournable dans le plan de résolution de crise, à tel point que même le représentant de la CEDEAO a fini par accepter de discuter avec lui à Ouagadougou en novembre 2012. Cherchant à faire taire les critiques et les soupçons sur la légitimité d'un tel personnage, Alger, qui vient à juste titre de refuser la légalisation du parti salafiste algérien « Le Front de l'Eveil Libre », aura ainsi permis à un salafiste malien<sup>19</sup> d'asseoir sa crédibilité à égalité avec les autres protagonistes.

<sup>16</sup>. « Face à l'«ennemi», Alger mise sur l'«unité nationale» ». *El Watan*, 28 septembre 2012.

<sup>17</sup>. Discorde entre Musulmans.

<sup>18</sup>. « Face à l'«ennemi», Alger mise sur l'«unité nationale» » . *op.cit.*

<sup>19</sup>. Iyad ag-Ghaly est affilié, depuis la rébellion de 1990 et après un voyage au Pakistan, à la Jama'at al-Tabligh fondée dans les années 1920 en Inde. Pour plus de détails, voir AMMOUR, Laurence Aïda, « Algeria, The Sahel, and the Current Mali Crisis », *Notes Internacionals*, no. 67, CIDOB, Barcelone, janvier 2013, et AMMOUR, Laurence Aïda, « Understanding the Algerian Regional Diplomacy Machinery: the Case of Mali Crisis », *Europe's World*, 6 décembre 2012: [http://www.europesworld.org/NewEnglish/Home\\_old/CommunityPosts/tabid/809/PostID/3339/UNDERSTANDINGTHE](http://www.europesworld.org/NewEnglish/Home_old/CommunityPosts/tabid/809/PostID/3339/UNDERSTANDINGTHE)

Surtout, cette stratégie officiellement destinée à diviser les groupes Touareg maliens, a été pour Alger l'occasion de rejouer son rôle traditionnel de médiateur dans un conflit touareg: en instrumentalisant Ansar Eddine, l'Algérie a cru pouvoir donner l'illusion d'une politique d'apaisement et prétendre recouvrer sa stature de *leader* régional. Mais ce « succès » a été de courte durée. S'il est vrai que le choix d'un tel interlocuteur a pu paraître surprenant en raison de son inflexibilité déclarée envers l'islamisme violent, il s'est surtout avéré peu avisé, puisque dès la fin 2012, Iyad ag-Ghaly a rompu l'accord signé le 21 décembre avec le MNLA sous les auspices d'Alger. L'agenda de Ansar Eddine a en effet rapidement révélé d'autres ambitions politiques dès lors qu'il a pris la tête de l'offensive des groupes radicaux vers le sud du Mali.

La lettre de Abdelmalek Droukdel (chef de la katiba AQMI du nord de l'Algérie) aux émirs du nord-Mali prouve de manière éclatante qu'une véritable coordination entre AQMI et Ansar Eddine existait bien et que la mutualisation des forces de la galaxie radicale était partie intégrante d'une stratégie à long terme d'enracinement dans l'Azawad: « *Cela exige d'établir un nouveau cadre de régulation des relations organisationnelles avec Ansar Eddine et de définir la nature de nos activités de façon à combiner la poursuite de notre djihad global avec la préservation du projet d'Azawad islamique (...). Pour ce qui concerne l'activité interne, nous serons placés sous le pouvoir de l'émirat de Ansar Eddine, notre émir suivra leur émir et nos opinions suivront leurs opinions. Par activité interne nous entendons toute activité en relation avec les responsabilités que nous partagerons sur les zones libérées* »<sup>20</sup>.

Enfin, alors que le 30 septembre 2012, le général Carter F. Ham (patron de l'Africom dépendant du Pentagone) s'alignait clairement sur la « solution politique » consistant à mener des tractations avec Ansar Eddine, en déclarant que « l'une des clés de résolution de la crise au nord-Mali est de séparer les organisations terroristes », le Département d'Etat américain vient de placer Iyad ag-Ghaly sur la liste des terroristes recherchés<sup>21</sup>. Ce revirement des plus hautes instances américaines met en exergue à la fois les contradictions, pour ne pas dire les incohérences, du positionnement de Washington liées aux difficultés qu'éprouve l'administration américaine à apprécier toute la complexité de la situation malienne depuis le début de la crise. Ce changement radical de cap est en soi une prise de distance avec Alger, et apparaît comme un désaveu implicite de sa stratégie cloisonnée et de court terme. Reste à savoir si les responsables algériens sauront tirer les leçons de leur compromission avec une organisation salafiste, soit-elle touarègue.

### 3. Les assauts contre les infrastructures industrielles stratégiques

L'attaque conduite par les djihadistes d'AQMI le 16 janvier 2013 contre le site gazier de Tinguentourine (In Amenas) constitue un tournant puisqu'elle fait entrer l'Algérie de plain-pied dans la crise.

Pour Alger, elle représente une seconde surprise stratégique (la première surprise ayant été le « printemps arabe ») dont les signes avant-coureurs s'étaient déjà pourtant faits sentir lorsque, le 29 juin 2012, le siège du 4<sup>ème</sup> commandement régional de la gendarmerie nationale basé à Ouargla (4<sup>ème</sup> région militaire) avait été la cible

#### [ALGERIANREGIONALDIPLOMACYMACHINERYTHECASEOFMALICRISIS.aspx](#)

<sup>20</sup> . Cette lettre trouvée dans un camp d'entraînement à Tombouctou en février 2013 par le correspondant du quotidien britannique *The Telegraph* fait suite à une réunion du 18 mars 2012 entre A. Droukdel et cinq commandants salafistes sahéliens. Voir « Mali-Al-Qaida's Sahara Playbook », chapitre 2, page 1, *Associated Press*, (traduction en français par l'auteure)

<sup>21</sup> Voir *Terrorist Designations of Iyad ag Ghali*, US State Department Media Note, Office of the Spokesperson, Washington D.C., February 26, 2013 (<http://www.state.gov>): « *The Department of State has designated Iyad ag Ghali as a Specially Designated Global Terrorist under Executive Order (E.O.) 13224, which targets terrorists and those providing support to terrorists or acts of terrorism. As a result of the designation, all property subject to U.S. jurisdiction in which Ghali has any interest is blocked and U.S. persons are generally prohibited from engaging in transactions with him or to his benefit.* » (...) « *Iyad ag Ghali is the lead er of Ansar al-Dine (AAD), an organization operating in Mali which cooperates closely with al-Qa'ida in the Islamic Maghreb (AQIM), a designated Foreign Terrorist Organization. Ghali created AAD in late 2011 because his effort to take over a secular Tuareg organization failed due to his extremist views. Ghali has received backing from AQIM in AAD's fight against Malian and French forces, most notably in the capture of the Malian towns of Agulhok, Tessalit, Kidal, Gao, and Timbuktu, between January and April 2012. Before the French intervention in January 2013, Malian citizens in towns that had been under AAD's control who did not comply with AAD's laws had faced harassment, torture, or execution.* »

d'un attentat-suicide revendiqué par le MUJAO. Or cette ville n'est qu'à 86 kilomètres de l'un des plus grands sites d'exploitation pétrolière, celui de Hassi Messaoud, qui centralise toute la production algérienne et d'où partent plusieurs oléoducs vers les terminaux et raffineries situés sur la côte méditerranéenne<sup>22</sup>.

Ces deux événements dramatiques à six mois d'intervalle laissent penser qu'Alger n'a pas pris la mesure de la gravité de la menace et témoignent des défaillances dans la surveillance du territoire, au Sahara en général, et sur les sites stratégiques qui sont le cœur de son économie et le gage de sa survie, en particulier<sup>23</sup>.

Dix jours après In Amenas, c'était au tour du gazoduc de la région de Bouira –à 125 kilomètres au sud-est d'Alger– qui achemine le gaz du champ de Hassi R'Mel<sup>24</sup>, d'être la cible d'une nouvelle action des islamistes armés.

L'Algérie n'a pas pour habitude d'être sous les feux de la rampe et le gouvernement a été très mal à l'aise face aux réactions et aux critiques de ses partenaires occidentaux concernant la gestion de la contre-offensive. Du coup, la prise d'otages a surtout eu pour effet de bousculer la scène politique algérienne. Le président Bouteflika, très critiqué pour son silence tout au long de la crise<sup>25</sup>, se voit reprocher ses négociations avec les islamistes présents au nord-Mali qui n'ont pas réussi à neutraliser la menace aux frontières sud. Le haut commandement militaire, notamment le général Othman Tartag (numéro deux du DRS)<sup>26</sup>, partisan de la manière forte, avait fini par prendre en main la direction des opérations pour libérer les otages retenus sur la base et l'usine de Tinguentourine, contre l'avis des autres commandements présents sur place (gendarmerie, forces spéciales et parachutistes)<sup>27</sup>.

La prise d'otages a également eu pour conséquence paradoxale le rapprochement entre Alger et Washington en matière de défense et de renseignement. Alors que jusqu'ici la vente de certains types de matériel militaire américain était soumise à de sévères restrictions, les perspectives pour que l'Algérie puisse acquérir désormais des drones sont plus que jamais prometteuses<sup>28</sup>. Perspectives d'autant plus assurées qu'elles se sont profilées

---

<sup>22</sup>. C'est aussi à Hassi Messaoud qu'est basé le 18<sup>ème</sup> Régiment de parachutistes.

<sup>23</sup>. Des mesures de sécurisation de l'espace saharien avaient été tardivement prises en juillet 2012, consistant à créer deux nouvelles sous-régions militaires: l'une associée à la 4<sup>ème</sup> région militaire (Ouargla) qui abrite le site pétrolier de Hassi Messaoud, l'autre associée à la 6<sup>ème</sup> région militaire de Tamanrasset qui abrite le CEMOC. Ces deux nouveaux commandements autonomes sont chargés de la surveillance des frontières (libyennes et maliennes) et des sites d'exploitation gazière et pétrolière. L'Algérie compte aussi se doter d'un système de surveillance électronique.

<sup>24</sup>. Situé à 126 km de la ville Laghouat, Hassi R'mel est le plus grand gisement de gaz naturel d'Algérie et la plaque tournante de son industrie gazière d'où partent le *Transmed* pour l'Italie via la Tunisie, le *Maghreb-Europe* via le détroit de Gibraltar, et d'autres gazoducs vers les grandes villes et les terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) de la côte.

<sup>25</sup>. Il s'est exprimé publiquement un mois plus tard pour saluer la bravoure et le professionnalisme des soldats « contre les forces du mal et la destruction du legs hérité des chouchada ». Voir «Tinguentourine: Bouteflika parle enfin». *El Watan*, 18 février 2013.

<sup>26</sup>. Il a été nommé à la Direction de la Sécurité Intérieure (DSI) le 21 décembre 2011. Entre 1990 et 2001, alors qu'il était commandant, il a dirigé le Centre Principal Militaire d'Investigation (CPMI, Alger), l'un des principaux centres de torture et de liquidation d'opposants qui dépend de la Direction Centrale de la Sécurité de l'Armée, une branche du DRS. Il est pressenti pour être le successeur de Mohamed Médiène, l'actuel patron du DRS.

<sup>27</sup>. Voir « Dossier spécial Nord-Mali: la poudrière sahélienne », *Intelligence Online*, février 2013.

<sup>28</sup> Ce rapprochement est à mettre en relation avec l'installation, la semaine dernière à Niamey (Niger), d'une base américaine de drones de surveillance Predator, qui pourraient à terme être armés pour effectuer des frappes ciblées. Elle abrite une centaine d'hommes dont les effectifs pourront tripler dans les mois à venir (experts en logistique aérienne, analystes du renseignement et officiers de sécurité) et sera vraisemblablement rapidement transférée à Agadez, dans le nord du Niger, pour être au plus près de la zone d'instabilité où opèrent les groupes

dès octobre 2012, lors du premier dialogue stratégique Algérie/États-Unis dominé par la coopération sécuritaire, et d'une proposition récente des Etats-Unis de fournir du renseignement obtenu par leurs drones de surveillance aux forces algériennes afin de faciliter la sécurisation des frontières.<sup>29</sup> En contrepartie, l'Algérie devra jouer un rôle plus proactif dans la région (un rôle de « proxy state? ») afin de limiter autant que possible l'immixtion d'autres acteurs occidentaux dans les affaires sahéliennes, surtout depuis que l'opération Serval déclenchée en urgence a pris de cours les deux pays<sup>30</sup>. Seraient-ce là les prémisses d'une série d'opérations menées par l'Algérie dans les zones transfrontalières en échange de l'aide de Washington? C'est ce que semblent suggérer les propos récents de certains officiels algériens aux responsables du Département de l'antiterrorisme du Pentagone.<sup>31</sup>

## CONCLUSION

Les responsables algériens éprouvent visiblement des difficultés à s'acclimater aux nouvelles réalités des relations internationales et aux nouvelles configurations régionales, condition indispensable à une vision géostratégique claire et à une stratégie de politique étrangère réaliste.

La frileuse démilitarisation du politique des années 2000, la perte de confiance de la population dans un système de gouvernement toujours plus indécryptable, et la contrainte économique des rentes pétrolière et gazière, sont autant de facteurs qui figent la politique extérieure algérienne dans une posture défensive.

Si la puissance est censée conjuguer les capacités d'influence aussi bien politique, économique, militaire et culturelle, on peut dire aujourd'hui que l'Algérie, qui possède pourtant plusieurs de ces atouts, fait preuve d'une considérable inertie politique liée à un déficit de représentation stratégique du monde.

Si l'Algérie veut peser sur la géopolitique régionale, la gestion archaïque de la diplomatie par des dirigeants âgés héritiers d'une pensée aux accents de guerre froide, ne peut plus se résumer à un simple exercice de volontarisme et à des relations de fidélisation bilatérales. Cette gestion ne fait qu'accentuer la logique isolationniste dans laquelle le pays s'enfonce depuis plusieurs années, croyant encore pouvoir gérer seul la sécurité et la stabilité au Sahel. À l'heure de la mondialisation, une stratégie de puissance ne peut que s'appuyer sur des alliances fondées sur les intérêts mutuels, tant au niveau maghrébin qu'africain.

---

islamistes radicaux. Les Etats-Unis soutiennent déjà les opérations de l'armée française dans le massif de Tigharghar (Adrar Ifoghas) à l'aide de drones. Voir Eric Schmitt et Scott Sayare, « New Drone Base in Niger Builds U.S. Presence in Africa », *The New York Times*, 22 février 2013. Voir aussi John Campell, « Drones in Niger: What they could mean for US Foreign Policy in Africa », *The Christian Science Monitor*, 27 February 2013.

<sup>29</sup> C'est Henry S. Ensher, ambassadeur américain à Alger, qui a recommandé ce partage de renseignement destiné à poursuivre et capturer Mokhtar Belmokhtar, ainsi que tout djihadiste se trouvant sur le sol algérien. Voir Michael R. Gordon et Eric Schmitt, « U.S. Officials Propose Sharing Drone Surveillance with Algerians », *The New York Times*, 26 février 2013.

<sup>30</sup> . Les déclarations récurrentes des diplomates et hauts gradés américains sur l'incontournable *leadership* algérien sont à cet égard éloquentes. La visite de Hillary Clinton à Alger le 29 octobre 2012 avait justement pour but de convaincre l'Algérie de s'impliquer militairement dans la crise malienne. Mi-février 2013, le futur patron d'Africom, David Rodriguez, avait également loué le potentiel de l'armée algérienne et estimé que son intervention à In Amenas avait été un succès. Courtisant l'Algérie pour le rôle qu'elle peut jouer dans la région, il avait souligné que l'intervention française ne serait pas à même d'éradiquer les groupes radicaux de la région. Pour sa part, l'Algérie avait réussi à convaincre l'Union africaine, où elle est bien cotée, de s'associer à la gestion du dossier malien pour faire pendant à la CEDEAO dont elle n'est pas membre.

<sup>31</sup> Michael R. Gordon et Eric Schmitt, « U.S. Officials Propose Sharing Drone Surveillance with Algerians », *op. cit.*